

Type de procédure: Appel d'offres ouvert  
Date: 27/09/2018  
Id DUME: jawz62ko  
Lot(s) applicable(s):  
- 0 - null

Partie I : Informations concernant la procédure de passation et de marché et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice

Informations concernant la publication

Pour les procédures de passation de marché dans le cadre desquelles un appel à concurrence a été publié au Journal officiel de l'Union Européenne, les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par voie électronique pour autant que le service DUME électronique soit utilisé pour générer et remplir le DUME. Référence de l'avis pertinent publié au Journal officiel de l'Union européenne:  
Si l'avis est envoyé au JOUE mais non publié, Indiquer le numéro d'identification temporaire donné par JOUE (TED) S numéro [], date [], page [] :  
N° avis du JAL ou du BOAMP :

URL du JO : Journal officiel français  
Si aucun appel d'offres n'est publié au Journal officiel, ou s'il n'est pas nécessaire d'en publier, l'autorité ou l'entité contractante doit identifier clairement la procédure de passation de marché (par exemple, la référence à une publication de niveau national)

Identité de l'acheteur

Nom officiel : SM KERVAL CENTRE ARMOR  
Pays : France

Informations relatives à la procédure de passation de marché

Titre : TRANSPORT ET LOCATION DE BENNES  
Brève description : Le présent marché concerne le transport de bennes de déchets issus des 11 déchèteries situées sur le territoire de KERVAL CENTRE ARMOR et la location de caissons au cas par cas selon les sites.  
Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice (le cas échéant) : AO 2018-6

Partie II : Informations concernant l'opérateur économique

A. Informations concernant l'opérateur économique

Nom :  
Rue et numéro :  
Code postal :  
Ville :  
Pays :  
Adresse internet :  
Adresse électronique :  
Téléphone :  
Personne ou personnes de contact :  
Numéro de TVA (le cas échéant) :

L'opérateur économique est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise ? : Réponse :

Uniquement dans le cas où le marché est réservé: l'opérateur économique est-il un atelier protégé, une «entreprise sociale» ou prévoit-il l'exécution du marché dans le cadre de programmes d'emplois protégés ? : Réponse :  
Quel est le pourcentage correspondant de travailleurs handicapés ou défavorisés ? :  
Si nécessaire, veuillez indiquer à quelles catégories de travailleurs handicapés ou défavorisés, les salariés concernés appartiennent :

Le cas échéant, l'opérateur économique est-il inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés ou est-il muni d'un certificat équivalent [par exemple dans le cadre d'un système national de (pré)qualification] ? Réponse :  
Si les documents sont disponibles en ligne, veuillez indiquer les renseignements permettant d'y accéder (adresse web, autorité ou organisme émetteur, référence précise des documents, codes d'accès, etc.) :  
L'opérateur économique sera-t-il en mesure de fournir un certificat en ce qui concerne le paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts et taxes ou de fournir des informations permettant au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice de l'obtenir directement en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement ?  
a) Veuillez donner le nom de la liste ou du certificat et le numéro d'inscription ou de certification pertinent.  
b) Si le certificat d'inscription ou de certification est disponible par voie électronique, veuillez indiquer les informations permettant d'y accéder :  
c) Veuillez indiquer les références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, le classement obtenu dans la liste officielle :  
d) L'inscription ou la certification couvre-t-elle tous les critères de sélection requis ? :

L'opérateur économique participe-t-il à la procédure en groupement ? Réponse :

a) Veuillez préciser le rôle de l'opérateur économique au sein du groupement (mandataire, responsable de l'exécution de tâches spécifiques, etc.) et les prestations exécutées :  
b) Identification des membres du groupement :  
c) Le cas échéant, nom du groupement participant :  
S'il y a lieu, indiquez le ou les lots que l'opérateur économique souhaite soumettre à la procédure de passation de marché : Réponse :

B. Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique

Nom :  
Prénom :  
Date de naissance :  
Lieu de naissance :  
Rue et numéro :  
Code postal :  
Ville :  
Pays :  
Téléphone :  
Courriel :  
Fonction/agissant en qualité de :  
Forme juridique de l'opérateur économique / informations générales :

C. Informations relatives au recours aux capacités d'autres entités

L'opérateur économique a-t-il recours aux capacités d'autres entités pour satisfaire aux critères de sélection figurant dans la partie IV et aux critères et règles figurant (le cas échéant) dans la partie V ci-dessous? Réponse :  
Veuillez fournir pour chacune des entités concernées un formulaire DUME distinct contenant les informations demandées dans les sections A et B de la présente partie et à la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées. Veuillez noter que cela doit également comprendre tous les techniciens ou les organismes techniques qui ne font pas directement partie de l'entreprise de l'opérateur économique, en particulier ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, les techniciens ou les organismes techniques auxquels l'opérateur économique pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage. Dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles l'opérateur économique a recours, veuillez inclure pour chacune des entités concernées les informations demandées dans les parties IV et V.

D. Informations concernant les sous-traitants

L'opérateur économique a-t-il l'intention de sous-traiter une partie du contrat à des tiers? Réponse :  
Dans l'affirmative et pour autant que vous le sachiez, veuillez préciser à quels sous-traitants :

Partie III Motifs d'exclusion à prendre en compte dans le marché

A. Motifs liés à des condamnations pénales

Participation à une organisation criminelle

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour participation à une organisation criminelle ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Corruption

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour corruption ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Fraude

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour fraude ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif il y a moins de 5 ans pour travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ?	Réponse :
Date de la condamnation :	
Motif(s) de la condamnation :	
Personne(s) ayant été condamné(s) :	
Durée de la période d'exclusion et motifs :	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

B. Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale

Paiement d'impôts et taxes

L'opérateur économique a-t-il manqué à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes, tant dans le pays où il est établi que dans l'Etat membre du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice s'il diffère de son pays d'établissement?	Réponse :
Pays ou état membre concerné	
Montant concerné	
Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d'autres moyens qu'une décision judiciaire ou administrative ?	Réponse :
Veuillez préciser les moyens utilisés	
L'opérateur économique a-t-il rempli ses obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles	Réponse :
Amendes ?	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Paiement de cotisations de sécurité sociale

L'opérateur économique a-t-il manqué à ses obligations relatives au paiement de cotisations de sécurité sociale, tant dans le pays où il est établi que dans l'Etat membre du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice s'il diffère de son pays d'établissement ?	Réponse :
Pays ou état membre concerné	
Montant concerné	
Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d'autres moyens qu'une décision judiciaire ou administrative ?	Réponse :
Veuillez préciser les moyens utilisés	
L'opérateur économique a-t-il rempli ses obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles	Réponse :
Amendes ?	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

C. Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit environnemental?	Réponse :
Veuillez les décrire	
Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?	Réponse :
Description	

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit social ?	Réponse :
Veuillez les décrire	
Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?	Réponse :
Description	

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit du travail ?	Réponse :
Veuillez les décrire	
Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?	Réponse :
Description	

Faillite

L'opérateur économique est-il en faillite personnelle ou fait-il l'objet d'une interdiction de gérer ?	Réponse :
Veuillez préciser votre réponse :	
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

Insolvabilité

L'opérateur économique fait-il l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation ?	Réponse :
Veuillez préciser votre réponse :	
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.	
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?	Réponse :
Adresse :	
Code :	
Autorité :	

<b>Procédure de conciliation</b> L'opérateur économique a-t-il conclu une procédure de conciliation ? Veuillez préciser votre réponse :		Réponse :
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale</b>		
L'opérateur économique se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ? Veuillez préciser votre réponse :		Réponse :
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Biens administrés par un liquidateur</b>		
Les biens de l'opérateur économique sont-ils administrés par un liquidateur ou placés sous administration judiciaire ? Veuillez préciser votre réponse :		Réponse :
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>État de cessation d'activités</b>		
L'opérateur économique se trouve-t-il en état de cessation d'activités ? Veuillez préciser votre réponse :		Réponse :
Indiquer les raisons autorisant néanmoins à remplir les obligations du contrat. Ces données ne sont pas nécessaires si l'exclusion d'opérateurs économiques est obligatoire en vertu de la législation nationale, sans possibilité de dérogation dans les cas où l'opérateur est malgré tout en mesure de remplir le contrat.		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Coupable d'une faute professionnelle grave</b>		
L'opérateur économique est-il coupable d'une faute professionnelle grave ? Veuillez les décrire		Réponse :
Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-rehabilitation») ? Description		Réponse :
<b>Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence</b>		
L'opérateur économique a-t-il conclu des accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence? Veuillez les décrire		Réponse :
<b>Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché</b>		
L'opérateur économique a-t-il connaissance d'un conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché ? Veuillez préciser		Réponse :
<b>Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché</b>		
L'opérateur économique, ou une entreprise qui lui est liée, a-t-elle conseillé l'acheteur, ou été autrement associé(e) à la préparation de la procédure de passation de marché ? Veuillez préciser		Réponse :
<b>Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables</b>		
L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une résiliation d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec une entité adjudicatrice ou d'une concession antérieure, ou de dommages et intérêts ou d'une autre sanction comparable dans le cadre de ce marché ou de cette concession antérieure(e)? Veuillez les décrire		Réponse :
<b>Coupable de fausses déclarations, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis et obtention d'informations confidentielles sur cette procédure</b>		
L'opérateur économique s'est-il trouvé dans l'une des situations suivantes: a. il s'est rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection; b. il a caché ces informations; c. il n'a pas été en mesure de présenter sans délai les documents justificatifs requis par l'acheteur ; d. il a entrepris d'influencer indûment le processus décisionnel de l'acheteur, d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché, ni de fournir par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution?		Réponse :
D- Motifs d'exclusion purement nationaux		
<b>Motifs d'exclusion purement nationaux</b>		
Les motifs d'exclusion purement nationaux qui sont précisés dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché s'appliquent-ils? Veuillez les décrire		Réponse :
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
Partie IV :Critères de sélection		
A - Aptitude		
<b>Inscription sur un registre professionnel pertinent</b>		
Il est inscrit sur le registre professionnel ou le registre de commerce pertinent de l'Etat membre dans lequel il est établi		Réponse :
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Inscription sur un registre du commerce</b>		
Il est inscrit sur le registre professionnel ou le registre de commerce pertinent de l'Etat membre dans lequel il est établi		Réponse :
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Pour les marchés de services: nécessité de détenir une autorisation spécifique</b>		
Pour les marchés de service : le candidat doit-il se doter d'une autorisation spécifique pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné Veuillez les décrire :		Réponse :
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
B - Capacité économique et financière		
<b>Chiffre d'affaires annuel général</b>		
Son chiffre d'affaires annuel ("général") pour le nombre d'exercices requis dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché est le suivant :		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité</b>		
Son chiffre d'affaires annuel spécifique dans le domaine d'activité couvert par le marché pour le nombre d'exercices requis dans l'avis pertinent, dans les documents de marché ou dans le DUME est le suivant :		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Création de l'opérateur économique</b>		
Si les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou spécifique) ne sont pas disponibles pour toute la période requise, veuillez indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé ses activités:		Réponse :
<b>Assurance contre les risques professionnels</b>		
Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels qu'il a souscrite est le suivant : Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
C - Capacités techniques et professionnelles		
<b>Pour les marchés publics de services: liste des principaux services fournis antérieurement</b>		
Uniquement pour les marchés publics de services: pendant la période de référence, l'opérateur économique a fourni les services principaux du type spécifié qui suivent. Les acheteurs peuvent exiger jusqu'à trois années et accepter l'expérience datant de plus de trois ans		
Description		
Date		
bénéficiaire		
Montant		
Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Outils, matériel et équipement technique</b>		
L'outillage, le matériel et l'équipement technique suivants seront à sa disposition pour l'exécution du marché: Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?		Réponse :
Adresse		
Code		
Autorité		
<b>Sous-traitance d'une fraction du marché</b>		
L'opérateur économique a-t-il intention d'éventuellement sous-traiter la fraction suivante (c'est-à-dire un pourcentage) du marché		Réponse :
V - Réduction du nombre de candidats qualifiés:		